

# DROIT DE GRÈVE

## UNE NOUVELLE ATTAQUE PARLEMENTAIRE INACCEPTABLE !

*En ce début d'année 2026, le droit de grève est de nouveau attaqué frontalement. Après un premier texte adopté au Sénat en avril 2024, une commission de l'Assemblée nationale a approuvé, le 14 janvier, une proposition de Loi visant à restreindre lourdement l'exercice de ce droit fondamental garanti par la constitution pour les salarié·es des transports.*

Porté par le groupe **Les Républicains** dans le cadre de sa niche parlementaire du 22 janvier 2026, ce projet s'inscrit dans une offensive politique assumée, soutenue par des députés **centristes, la majorité présidentielle et le Rassemblement national**, tous reprennent le même discours : au nom de la « *continuité du service public* », il faudrait faire taire les salarié-es quand ils et elles se mobilisent !

Le cœur du texte est clair : neutraliser l'exercice du droit de grève. Il prévoit l'instauration de 30 jours par an dits « *sensibles* », durant lesquels des restrictions drastiques pourraient s'appliquer, notamment autour des jours fériés, des vacances scolaires, des examens ou de grands événements. Limitation de la grève à six heures par jour, interdiction pure et simple pour des agents déclarés « *indispensables* », durcissement des procédures et allongement des délais de préavis : tout est fait pour dissuader, empêcher et réprimer l'action collective.

Ce projet de Loi ne règle rien. Il ne répond pas aux causes des conflits : les conditions de travail dégradées, les suppressions d'emplois, le manque de moyens, la casse du service public... Au contraire, il tente d'organiser la répression sociale et remet en cause un droit garanti par la Constitution et par les conventions internationales.

**La discussion en séance publique est prévue le 22 janvier 2026, avec une volonté d'adoption rapide.**

La CGT l'affirme clairement : nous ne laisserons pas faire ! Toucher au droit de grève, c'est ouvrir la voie à sa remise en cause partout et pour tous demain.

Le problème ce n'est pas l'exercice de la grève, c'est le manque de moyens pour les transports du quotidien qui souffrent des politiques d'austérité, et du manque de personnel et de matériel !

## Notre mobilisation sera à la hauteur de l'attaque !

**Montreuil, le 21 janvier 2026**